




PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ PROTECTION DE LA SANTÉ

Construction d'un site scolaire
à ATTIGNY 08

MAÎTRE D'OUVRAGE			MAÎTRE D'OEUVRE	
CONSEIL GENERAL DES ARDENNES HOTEL DU DEPARTEMENT 08011 CHARLEVILLE MEZIERES Tél : 03.24.59.60.60 Fax : 03.24.37.76.76 Email : conseil-general-ardenne@cq08.fr			JEAN PHILIPPE THOMAS ARCHITECTES 219, boulevard Charles Arnould 51100 REIMS Tél : 03.26.40.44.05 Fax : 03.26.40.24.01 Email : architectes@jeanphilippe-thomas.com	
COORDONNATEUR SÉCURITÉ PROTECTION DE LA SANTÉ				
PHASE CONCEPTION : Eric BENOIT				
PHASE RÉALISATION : Eric BENOIT Eric LEJEUNE				
Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.			Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 05/12/2011	
Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	Support et nombre de page
00	/	26/07/10	PGC SPS initial établi en phase conception	29 pages et annexes y compris
01	/	05/12/11	PGC SPS initial établi en phase conception	36 pages et annexes y compris
02	/	25/01/12	PGC SPS initial établi en phase DCE	36 pages et annexes y compris

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 2/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	---	--

PRÉAMBULE

Document élaboré postérieurement au lancement de la consultation des entreprises :

Oui ☐

Non ☒

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :


- 1. Eviter les risques,**
- 2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,**
- 3. Combattre les risques à la source,**
- 4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,**
- 5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,**
- 6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,**
- g.7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,**
- h.8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,**
- 9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.


Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 3/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	---	--

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	4
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.2. MODES DE DEMOLITION ET DE REALISATION ENVISAGES	5
1.3. INVENTAIRE DES DANGERS ET DES CONTRAINTES	5
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES ET DE COORDINATION	6
2.1. ACCES A L'ENCEINTE DU CHANTIER	6
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	7
2.3 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES	13
2.4 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET DE CHANTIER	15
2.5 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	17
2.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	18
3. CONTRAINTES LIEES AU SITE EN EXPLOITATION	24
3.1. CHANTIERS OUVERTS OU CHANTIERS PREVUS	24
3.2. ETABLISSEMENT EN ACTIVITE A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DUQUEL SE SITUE LE CHANTIER	24
4.1 ORGANISATION DES SECOURS	24
4.2. INCENDIE	25
5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	26
6. ANNEXES	27
6.1 ANNEXE 1 : ANNUAIRE	27
6.2 ANNEXE 2 : RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	33
6.3 ANNEXE 3 : CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	33
6.4 ANNEXE 4 : CALENDRIER DES TRAVAUX	33
6.5 ANNEXE 5 : INSTALLATIONS DE CHANTIER	33
6.6 ANNEXE 6 : REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	33
6.7 ANNEXE 7 : TABLEAU DE REPARTITION DES AFFECTATIONS	34
6.8 ANNEXE 8 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	35

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 4/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	--

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

➤ Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Adresse du chantier : entrée sud d'Attigny, le long de la D 987

Description sommaire : construction d'un site scolaire

Destination des bâtiments : site scolaire

Nombre de bâtiments : 7

Nombre de niveaux : rez de jardin, rez de chaussée

Durée totale de l'opération : 18 mois

Date de début : 2 ieme semestre 2012

Date de fin : fin 2013

Phasage – Planning : 1 phase de réalisation – à définir

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération *en catégorie 2* au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

➤ Mode de consultation

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

Régime du marché : marché privé.


➤ Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage.

- Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, l'entreprise Mandataire et les Co.Traitants, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.
- Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues au CCAP.
- Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots et travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil dès lors que ceux ci n'entrent pas dans la liste des travaux à risques particuliers ci après).

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 5/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	--

Liste des travaux à risques particuliers (arrêté du 25 février 2003) :

1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur,
 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement.
2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R.241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982, ainsi que des articles R.231-56-11-I et R.231-65-I.
3. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, énumérés aux articles R.4412-114 et R.4412-139.
4. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975.
5. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.
6. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.
7. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre, voir articles R. 4534-40 à R.4534-59 et R.4534-26 du code du travail
8. Travaux en plongée appareillée.
9. Travaux en milieu hyperbare.
10. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieure à 200 m³.
11. Travaux comportant l'usage d'explosifs.
12. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article R.4534-103
13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

1.2. MODES DE DEMOLITION ET DE REALISATION ENVISAGES

Sans objet

1.3. INVENTAIRE DES DANGERS ET DES CONTRAINTES

Cet inventaire des dangers a été réalisé *en phase de conception* Les modifications dans la nature des travaux, le phasage, l'organisation, les modes opératoires d'exécution seront obligatoirement communiqués au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou l'entrepreneur, notamment au travers des mises à jour du planning et du PPSPS.

L'évolution ou l'apparition de nouveaux dangers sera analysée par le coordonnateur SPS.

L'adaptation éventuelle des mesures de coordination sera portée à la connaissance des participants à l'opération au travers soit des mises à jour du Plan Général de Coordination, soit du Registre Journal de la Coordination.

➤ Environnement

- Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner auprès des concessionnaires et du Maître d'Ouvrage sur l'existence et la localisation de ces ouvrages ou réseaux.
- Conduite gaz enterrée traversant de part et d'autre le site.

➤ Co-activités

Un planning détaillé sera fourni au coordonnateur par le maître d'œuvre en phase chantier afin de définir les mesures particulières liées aux coactivités

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES ET DE COORDINATION

Les mesures d'organisation générales et de coordination ont été établies en commun par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

2.1. ACCES A L'ENCEINTE DU CHANTIER

➤ Dispositions relatives aux voiries

Accès chantier par la rue Verlaine.

Maintient de la voirie existante

L'accès au chantier sera nettoyé en cas de dépôt de boues dû au chantier

Entreprise, durée

GO

Voies à créer en application de R.4533-1et R.4533-2

Signalisation :

Mise en place de panneaux sortie de chantier

GO

Durée totale du chantier

Dispositions pour le stationnement des véhicules :

- des salariés du chantier et des visiteurs
Aires de stationnement de chantier à l'extérieur de la zone chantier
- des sociétés (livraisons, véhicules lourds, véhicules atelier)
Aire de stationnement de chantier

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

- ✓ Afin de s'assurer que les seules personnes autorisées accèdent et travaillent sur ce chantier, les dispositions suivantes seront prises :
- ✓ Établissement et tenue à jour régulière par chaque entreprise de la liste des personnes affectées au chantier (salariés et travailleurs indépendants).

Cette liste à jour sera conservée sur le chantier.

Exclusion

Le coordonnateur sera en droit d'exclure toute personne non identifiée, présente sur le chantier. Le chef de chantier sera témoin de cette exclusion qui sera notée sur le Registre Journal et notifiée immédiatement par télécopie au Maître d'Ouvrage.

Signalisation :

Mise en place de panneaux sortie de chantier

GO

Durée totale du chantier

Dispositions pour le stationnement des véhicules :

- des salariés du chantier et des visiteurs
Aires de stationnement de chantier à l'extérieur de la zone chantier
- des sociétés (livraisons, véhicules lourds, véhicules atelier)
Aire de stationnement de chantier

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

➤ Organisation générale

Situation : voir l'implantation avec la Maîtrise d'Ouvrage et Coordonnateur SPS

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra au visa du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur Sécurité le plan d'installation du chantier qui précisera :

- implantation des accès
- l'organisation des circulations à l'intérieur du site
- l'aménagement des plates-formes
- l'implantation des zones de cantonnement, de stockages et d'approvisionnements, d'évolution des engins de levage, de stationnement des véhicules.
- l'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets de toutes sortes.
- l'implantation des zones de servitudes concernant les réseaux enterrés ou aériens conservés ou à créer.
- les contraintes matérielles du site.
- la délimitation de la clôture de chantier.
- l'implantation du panneau de chantier.

- Evolution dans le temps des installations :

Ce plan sera mis à jour en fonction de l'évolution du chantier.

Il sera accompagné de :

- un planning de montage des installations.
- un planning de démontage des installations.

- Clôtures provisoires entre les riverains et le chantier :

Réalisation en limite d'emprise de clôtures jointives de 2,00 m de type grilles Heras modulaire agrafées entre elles si nécessité et selon besoin du Maître d'Ouvrage. Ces clôtures seront munies d'un portail avec cadenas.

L'ensemble de ces équipements sera maintenu en bon état de fonctionnement.

N.B. : compris installation, maintenance et repli en fin de chantier.

- Gardiennage du chantier :

Il n'est pas prévu de gardiennage sur le chantier

N.B. : le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu responsable des actes de vols, vandalisme, dégradation, etc., qui pourraient survenir sur le matériel, équipements, outillage... des entreprises réalisant ces travaux.

Néanmoins le site devra rester fermé même pendant les travaux

Entreprise, durée

GO

Durée totale du chantier

GO

Durée totale du chantier

GO

Durée totale du chantier

Toutes entreprises

→• Branchements provisoires

N.B. : L'ensemble des alimentations provisoires de chantier devra tenir compte des besoins des entreprises TCE.

- Points de raccordement aux réseaux électricité

Depuis le réseau EDF


Entreprise, durée

Lot électricité

Durée totale du chantier

GO

Durée totale du chantier

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 8/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	--

- Branchement et distribution d'eau
(à partir du réseau concessionnaire)
 - le branchement,
 - la distribution et le raccordement d'un point de puisage sur chantier,
 - le raccordement des installations sanitaires de la base vie,
 - le comptage.
- Branchement et raccordement EU
 - Réseau existant ou fosse septique + épandage provisoire à installer.
- Réseau téléphone
 - utilisation de téléphone portable

GO
Durée totale du chantier

Prorata

GO
Durée totale du chantier

Prorata

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

Désigner un responsable chargé de rassembler les différents besoins des entreprises (puissance et débit nécessaires)

➤ Electricité de chantier

▪ Généralités

Entreprise, durée

- Les installations électriques de chantier respecteront les dispositions de la convention relative aux installations électriques de chantier applicable et seront réalisées selon la réglementation en vigueur et conformément, notamment, au décret du 14.11.68 et la norme NFC 15.100.
- Vérification – maintenance
 - Documents officiels à disposition sur le chantier :
 - Carnet d'entretien
 - Copie du rapport de vérification
 - Registre de sécurité
 - Titres d'habilitation
- Disponibles pour :
 - La CARSAT
 - L'Inspecteur du travail
 - L'OPPBTP
 - Le coordonnateur SPS

Lot électricité

Le carnet d'entretien est tenu à jour par l'entreprise qui aura réalisé l'installation.

Lot électricité

Les vérifications seront faites par un organisme agréé

- en début de chantier
- à chaque modification des installations
- périodiquement et, conformément à la réglementation, à la charge de l'entreprise qui aura assuré l'installation

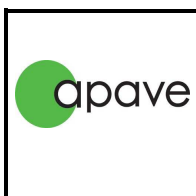
Le personnel intervenant sur les installations électriques aura reçu une formation et devra posséder un titre d'habilitation dans le cadre de la publication UTE C 18510.

En outre, il est fait obligation aux entreprises qui utilisent l'installation de signaler immédiatement au responsable de l'Entreprise, toute défectuosité ou dégradation constatée.

Outillage électroportatif :

Les baladeuses seront conformes à la norme NF C 71.008.

Toutes entreprises

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 9/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
--	--	--

Les outils électriques seront conformes à la norme

Le matériel utilisé possédera un degré de protection adapté contre la pénétration de l'eau (classification conforme à la norme NF C 20.010) et sera associé à un disjoncteur différentiel haute sensibilité ($\leq 30 \text{ mA}$) avec mise à la terre pour le matériel de classe I ou sans mise à terre pour le matériel de classe II.

➤ **Raccordements, distribution, armoires**

- La distribution de la puissance
A partir du réseau EDF

- Alimentation aérienne
- Raccordement sur coffret principal
- Coffret principal muni d'un disjoncteur 30Ma et coupure coup de poing
- Câbles d'alimentation vers armoires secondaires
- L'alimentation de la base vie

Fourniture, installation et raccordement d'armoires secondaires (**nombre : 1 par étage courant de plot**) :

- 1 coupure coup de poing
- 1 disjoncteur 30Ma
- 2 PC 4 x 20 A + T
- 4 PC 2 x 16 A + T

N.B. : les alimentations provisoires seront signalées et protégées pendant la durée totale du chantier

Entreprise, durée

Lot électricité
Durée totale du chantier

Lot électricité
Durée totale du chantier

Entreprise, durée

➤ **Eclairage**

- L'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret N°83721 du 2 Août 1983 et codifié dans le Code du Travail sous les Art. R.232.7 (1 à 10).
 - Zones et voies de circulation (escaliers...) 60 lux minimum
 - Zones de travail, vestiaires, sanitaires 120 lux minimum
 - Postes de travail permanents 200 lux minimum
- Espaces extérieurs où sont effectués les
 - Travaux à caractère permanent 40 lux minimum
- L'éclairage correct des postes de travail depuis les installations générales d'électricité, à la charge de chaque entreprise.
- Installation provisoire intérieure d'éclairage, supprimant toutes les zones obscures dans le zones de travaux,

Lot électricité

Toutes entreprises

Lot électricité

➤ **Cantonnements**
GENERALITE

Entreprise, durée

- Les équipements décrits ci-après font partis du plan d'aménagement de chantier. Ils doivent recevoir l'approbation du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur et sont à la charge de l'entreprise générale.
Leur implantation sera indiquée sur le plan d'organisation générale du chantier. Ce dernier sera mis à jour en fonction de l'évolution des travaux.
Le dimensionnement et les équipements correspondront à l'effectif prévisionnel de pointe, toutes entreprises confondues.

La zone affectée à ces locaux sera indépendante de celles des stockages de travail. Son emprise devra permettre l'installation de sanitaires communs à toutes les entreprises, des vestiaires propres à chaque corps d'état, le bureau de chantier, la salle de réunions. Les locaux à usage d'entrepôt de matériels seront installés dans une zone spécialement prévue à cet effet.

▪ **Lutte contre l'incendie**

Chaque local sera équipé d'un extincteur approprié aux risques, à charge pour chaque entreprise d'en équiper son propre local. Pour les locaux communs, cette charge incombe à la Maçonnerie - Gros Oeuvre.

▪ **Bureaux de chantier - Salle de réunion :**

Ils devront être maintenus quotidiennement en parfait état de propreté, posséderont un chauffage réglementaire et un éclairage. Ils seront équipés de :

- table(s) et chaises en nombre suffisant
- 1 armoire à étagères
- 1 téléphone de secours
- 1 extincteur approprié à la nature du risque

▪ **Sanitaires :**

- dimensionnement
- 1 WC + 1 urinoir pour 25 personnes
- lavabo – 1 orifice pour 5 personnes
- 1 cabine de douche pour 20 personnes

Prévoir la présence de personnel féminin d'ou obligation d'avoir des installation à part.

▪ **Alimentation raccordement**

- Lavabos et douches seront alimentés en eau chaude et froide en quantité adaptée à la consommation
- L'eau sera potable
- Les réseaux d'évacuation seront raccordés à un réseau d'égout à définir avec le Maître d'œuvre
- Les réseaux d'évacuation seront installés hors gel

▪ **Chauffage**

L'ensemble de l'installation devra être pourvu d'un moyen de chauffage.

▪ **Equipements - Nettoyage**

GO
Durée totale du chantier


GO
Durée totale du chantier

GO
Durée totale du chantier

GO
Durée totale du chantier

GO
Durée totale du chantier

GO
Durée totale du chantier

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 11/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

Le nettoyage et l'entretien technique du cantonnement seront assuré dans le cadre du compte prorata ou par l'entreprise Gros œuvre ou un prestataire de service

Chaque entreprise sera tenue pour entièrement responsable des dégradations qui pourraient survenir de son fait, durant toute la durée du chantier

Les réparations, le cas échéant, seront imputables aux entreprises responsables et réalisées aux dépens de ces dernières, par une tierce entreprise spécialisée.

▪ Vestiaire et Réfectoire :
Ces locaux seront chauffés, éclairés, aérés.

Dimensionnement

Les surfaces recommandées par la Fédération du Bâtiment sont calculées sur la base de :

- 1,25 m² par salarié pour les vestiaires
- 1,50 m² par salarié pour les réfectoires

Equipement

Les vestiaires sont pourvus :

- d'armoires vestiaires à double compartiment
- d'un moyen de fermeture (cadenas)

Les réfectoires seront équipés de :

- sièges
- tables avec revêtement imperméable
- chauffe-gamelles
- moyens pour conserver les repas

Le tout en nombre adapté à l'effectif du chantier.

Nettoyage journalier,
Extincteurs adaptés à la nature des risques.

Les dispositions prises ont pour but de maintenir le chantier en bon ordre et dans un état de salubrité satisfaisant.

➤ Nettoyage du chantier

Entreprise, durée

Chaque corps d'état doit veiller à la bonne tenue du chantier et veiller à évacuer quotidiennement ses déchets et gravats du chantier :


Toutes les entreprises

- Ses ordures ménagères ; (DMA)
- Ses déchets d'emballages de chantier ; (DIB)
- Ses déchets industriels spéciaux ; (DIS)
- Les exédents de matériaux commandés ;
- Nettoyer ses postes de travail quotidiennement.

Nettoyage hebdomadaire des accès et abords du chantier.

Entreprise titulaire

- L'accès et les abords du chantier seront en permanence maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement à cette prescription pourra être sanctionné par un arrêt des travaux à la charge de l'entrepreneur. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'obligation qui lui est faite de prendre toute mesure utile pour éviter que les camions d'approvisionnement ou d'évacuation ne salissent les voies de circulation.
L'eau de lavage devra être décantée avant rejet à l'égout.
- Les frais résultant de la remise en état éventuelle des égouts ou évacuations seront à la charge de l'entrepreneur.

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 12/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

L'entrepreneur a obligation d'établir et d'entretenir des protections efficaces à la limite ou dans les emprises pour éviter de nuire de quelque manière que ce soit.
Il est entendu que l'entrepreneur reste seul responsable des dommages et accidents occasionnés par des projections solides ou liquides et par les chutes de tous matériels et de tous matériaux.

Nettoyage hebdomadaire du chantier.

- Les installations de chantier et l'enceinte de chantier seront tenues dans un état de propreté constant. Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine.

Toutes les entreprises

Gestion commune, tri sélectif et évacuation des déchets :

Rappel : Interdiction de brûler les déchets ou autres sur le chantier.

Deux aires de gestion des déchets seront organisées en vue de respecter la charte HQE applicable à ce chantier.

Entreprise titulaire

Chaque entreprise devra acheminer ses gravats ou déchets jusqu'à ce moyen d'enlèvement et enfin très important respecter les règles de tri.

Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de tous gravats ou déchets. Dépose des gravats dans la benne.

Prorata

Sensibiliser et former votre personnel à la gestion et au tri des déchets.

Les aires de gestion des déchets organisées en concertation avec le coordonnateur est à la charge de l'entreprise titulaire. Elle sera plane, stable et organisée avec des pictogrammes compréhensibles de tous.

L'entreprise désignée mettra à disposition de l'ensemble des entreprises pour toute la durée du chantier un moyen efficace d'enlèvements des déchets et gravats (benne).

- Pour la gestion des DI (Déchets Inertes)
2 bennes pour les déchets inertes. (déchets de maçonnerie – carrelage)
- Pour la gestion des DIB (Déchets industriels banaux)
2 bennes pour les matériaux ferreux.
2 bennes pour les bois non traités.
2 bennes pour les matières plastiques
- Pour la gestion des DIS (Déchets industriels spéciaux comme les bois traités, les peintures solvantées, etc...)
Chaque entreprise gère la production de ses propres déchets.
Les entreprises utilisant des produits portant sur l'étiquette les mentions « **produits dangereux et/ou inflammable** » préciseront dans leur P.P.S.P.S. la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages (lieu de décharge). Ces déchets ne pourront être déposés dans les bennes et seront évacués par les entreprise les ayant eux-mêmes générés.

UN CHANTIER PROPRE ET BIEN TENU EST UN CHANTIER DEJA SECURISE

2.3 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

- **Plan** de circulation :
Voir plan d'installation de chantier

- **Circulations** verticales et horizontales du personnel et des approvisionnements du chantier :
- Précautions minimales

Les voies de circulation horizontales et verticales, ainsi que les portes, accès, passerelles, seront constamment dégagés de tout encombrement afin de :

- . Permettre une évacuation optimale en cas de sinistre.
- . Eviter les chutes.

Les cheminements horizontaux ou verticaux ne permettant pas de circuler en toute sécurité seront rendus inaccessibles par des moyens physiques et informationnels.

Les moyens de signalisation utilisés par l'entreprise seront identifiés dans son plan particulier de sécurité.

Les cheminements des câbles électriques, tuyaux d'air ou canalisations souples des postes oxy-acétyléniques seront prévus de manière à ne pas engendrer de risques d'accidents de plain-pied ; ils seront par exemple maintenus sur les garde-corps des passerelles, le long des murs, etc...

Chaque zone de travail sera maintenue constamment en ordre par l'entreprise concernée

► **Circulation horizontale du personnel**

Au niveau des dallages, planchers, etc..., la protection des :

- . caniveaux
- . regards
- . trémies
- . réservations diverses

sera assurée par des dispositifs provisoires résistants tels que platelages, etc... calés et fixés ou par les dispositifs définitifs prévus tels que :

- . grilles
- . dalle de couverture
- . tôles
- . caillebotis
- . ou autres

La majeure partie de ces dispositions est à la charge de la Maçonnerie - Gros Oeuvre. Toutefois, dans le cas d'ouvrages exécutés par un autre lot, c'est l'entreprise générant le risque qui devra en assurer la protection soit en complétant ce qui existe soit en installant une nouvelle.

Les balisages devront être maintenus visibles de jour et de nuit.

Il est rappelé que le balisage d'un obstacle ne constitue pas un moyen de protection. Dans la majorité des cas, c'est un moyen complémentaire qui ne peut à lui seul assurer une protection efficace.

Entreprise, durée

GO


Durée totale du chantier

Entreprises concernées

Durée totale du chantier

Toutes entreprises

Durée totale du chantier

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 14/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

► **Circulation verticale du personnel**

- Prescriptions générales

La conception et la réalisation des travaux devront permettre la mise en œuvre des moyens d'accès aux niveaux supérieurs en toute sécurité. Les escaliers définitifs devront être réalisés au plus tôt, afin de réduire au maximum l'emploi des échelles.

Dans tous les cas, les cheminements seront munis de garde-corps et de plinthes conformément à l'article 148 du décret 65.48 du 8.01.65.

- **Transport** des personnes en élévation :
Echafaudage de pied ou nacelles élévatrice uniquement
- Balisage des niveaux, accès et issues pour les approvisionnements, pour le personnel et pour les secours
- **Protection** des accès piétons :
Balisages de zones
- **Circulation** horizontale des engins :


Voies engins et camions (Décret du 08.01.65 - article 20).

Toutes entreprises

Entreprises concernées

2.4 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET DE CHANTIER


Entreprise, durée	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manutention verticale : Utilisation d'un chariot élévateur ou grue mobile. 	Toutes entreprises
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Principales dispositions envisagées relatives au nombre et à l'emplacement des engins de levage : A définir en phase préparation. 	Toutes entreprises
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyens de levage et de manutention - Obligations générales Appareils, accessoires de manutention conformes <ul style="list-style-type: none"> - à la réglementation - aux normes Décrets du 23 août 1947 et du 29 juillet 1992 - Vérifications Art.233.11 du Code du Travail (Arrêté du 9 juin 1993) 	
<u>Equipements concernés</u>	
Tous engins de chantier. :	
<ul style="list-style-type: none"> - les grues sur véhicule porteur - les chariots élévateurs à conducteur porté - les appareils mus à bras (palans, tiref, crics, vérins, trémies). - les engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage - les nacelles élévatrices mues par une autre énergie que la force humaine. - les monte-matériaux (treuils, transpalettes, palans avec plomb d'ancrage adaptés, etc...). 	
<u>Compte rendu détaillé de la vérification :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - Conservé sur le chantier - Mention des levées de réserves, le cas échéant. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Principales dispositions envisagées relatives au nombre et à l'usage des engins de chantier : A définir en phase préparation 	Toutes entreprises
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mesures de planning des travaux permettant d'éviter les interférences entre grues ou engins du chantier : A définir en phase préparation 	GO Durée totale du chantier
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conditions d'utilisation par les autres corps d'état des grues du chantier, après achèvement du gros œuvre : 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La conduite des engins de manutention et de chantier sera assurée par du personnel qualifié et habilité: attestations (CACES ou équivalent, autorisations de conduite), contrats de mise à disposition,... 	Toutes entreprises

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 16/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

- Ces attestations seront disponibles et accessibles sur le chantier. (Présence dans les PPSPS des entreprises concernées).
- Les modes d'approvisionnements des matériels et matériaux seront obligatoirement définis par les entreprises dans leur PPSPS. Ils seront en adéquation avec les mesures prises au présent PGC
- Les engins de manutention et de chantier feront l'objet des vérifications réglementaires qui les concernent (calendriers de vérifications, comptes-rendus de vérifications à disposition en cabine....).

Toutes entreprises

Toutes entreprises

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 17/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

2.5 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

➤ **Zones de stockage**

Zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats : Aménagement des zones.
Des bennes seront mises à disposition par la Maçonnerie - Gros Oeuvre, qui en assumera également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...).

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

➤ **Conditions de stockage des matières ou substances, déchets, présentant un risque particulier**

Zone de stockage de matières ou substances présentant un risque particulier

Entreprises concernées
Durée totale du chantier

Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la protection et la gestion vis à vis des tiers et des autres intervenants.

Le stockage de ces produits devra être fait impérativement sur les emplacements réservés à cet effet dans la zone aménagée pour cet usage

➤ **Moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravats**

Zones de stockage des déchets et gravats :

Aménagement de zones.

Des bennes seront mises à disposition par la Maçonnerie - Gros Oeuvre, qui en assumera également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...).

L'évacuation des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc... se fera impérativement suivant les directives du Maître d'Ouvrage.

Toutes entreprises
Durée totale du chantier

2.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

➤ Mesures d'ordre général

L'entreprise concernée aura en charge de mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au bord des trémies, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives.

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place

En cas de carence d'une entreprise pour la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant

Entreprise, durée

Durée totale chantier

Toutes entreprises

Toutes entreprises

Toutes entreprises

➤ Mesures particulières

Types de protections collectives :

▪ Garde corps rigides destinés à empêcher les chutes

Observations :

- a) Un garde-corps conforme comporte obligatoirement 3 éléments :
 - . une lisse à 1 m,
 - . une sous-lisse à 0,45 m,
 - . une plinthe à 0,15 m

- b) L'entreprise étudiera la possibilité de mettre en place une protection provisoire ne gênant pas la pose des éléments définitifs.

- c) Solide, calée ou fixe.

- Surfaces de recueil souples, telles que les filets, capables d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3 mètres en chute libre.

▪ Echafaudages :

Observations :

Ils seront construits, vérifiés, entretenus et démontés selon les prescriptions prévues au Titre du décret 03/09/2004 et arrêté au 21/12/2004.

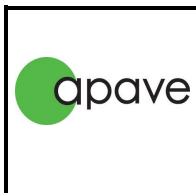
Avant d'utiliser un échafaudage, le responsable d'entreprise a pour obligation de vérifier sa conformité à l'arrêté du 21/12/2004.

Les protections collectives provisoires mises en place devront permettre la réalisation des protections définitives.

Entreprise, durée

Toutes entreprises

Toutes entreprises

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 19/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
--	--	---

▪ Plates-formes de travail :

Les plates-formes de travail devront être conformes aux normes et avoir la marque NF. Elles doivent pouvoir être bloquées, suffisamment grandes. L'entreprise doit en assurer l'entretien et la maintenance.

Toutes entreprises

Responsabilité face aux protections collectives :

Toutes entreprises

Les entreprises mettront en place les protections collectives au fur et à mesure des besoins et de l'avancement par zone et par phase.

Toutes entreprises

Les protections collectives seront décrites dans le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.

Toutes entreprises

Responsabilité des entreprises intervenant sur le site.

Toutes entreprises

L'entreprise intervenant sur le site, doit :
S'assurer de

- la bonne mise en place des protections
- leur bon état
- leur conformité

Toutes entreprises

Signaler au coordonnateur tout défaut de protection

Maintenir les protections collectives

Intervenir immédiatement suite à toute demande du coordonnateur de sécurité pour remettre en état ou compléter des protections.

Toutes entreprises

Tout entrepreneur, intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Toutes entreprises

Dans le cas où une personne doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Toutes entreprises

En cas de carence de l'entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour son propre personnel, le Maître d'Oeuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant.

Toutes entreprises

Mesures particulières propres aux moyens de travail en hauteur

- Moyens d'accès


Se reporter au paragraphe 2.3

- Equipement de travail
- (Décret du 03/09/2004 et arrêté du 21/12/2004)

Les entreprises travaillent à partir :

- d'échafaudages
- de plates-formes mobiles
- de platelage
- de nacelles, etc...

Rappel : L'échelle est un moyen d'accès. Elle n'est pas un poste de travail.

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 20/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

Limiter au maximum son utilisation

Afin d'organiser la possibilité de mise en commun d'équipement, chaque entreprise indiquera dans son PPSPS :

- ses besoins en surface
- ses besoins en altitude (hauteurs de travail)
- ses besoins en résistance (charges et surcharges)

▪ Surfaces de recueil souples

Telle que sa dénomination l'indique, cette surface, type filet, doit être capable d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3 m en chute libre.

Nota : La conception et l'installation des protections provisoires devront permettre la mise en place des dispositifs définitifs ainsi que l'éventuel exécution de tâche (ex : pose de revêtements de sol et habillage des chants d'une volée d'escalier) sans dépose préalable des éléments provisoires.

Sécurité des équipements

Conformité aux normes

Vérification consignée sur le registre de sécurité

- dates
- résultats
- noms et qualités des personnes qui ont effectué les vérifications.
- Procès verbal établi entre l'entreprise qui a procédé à l'installation et la nouvelle entreprise utilisatrice.

En cas de non conformité, l'entreprise :

- refuse la prise de possession
- informe l'agent de sécurité.

▪ Protections individuelles

Rappel des obligations générales :

Dans le cas où les moyens de protection collective ne peuvent être mis en œuvre de manière satisfaisante, des équipements de protection individuelle et des produits de protection appropriés (tels que systèmes d'arrêt de chute, casques, lunettes, équipements chaussants, vêtements spécifiques, gants, brassières, tabliers, enduits aptes à s'opposer à l'action du ciment) doivent être utilisés dans les conditions prévues par le Décret du 8 janvier 1965 et par les autres dispositions du Code du Travail.

Les équipements de protection individuelle doivent être toujours en état d'utilisation immédiate.

L'entretien est à la charge de chaque entreprise.

Les chefs d'établissement doivent veiller à l'utilisation effective des équipements de protection individuelle et des produits de protection.

Les Entreprises devront définir dans leur P.P.S.P.S. la liste des protections nécessaires. Cf . Annexe 5

Toutes entreprises

Toutes entreprises

Toutes entreprises

Toutes entreprises

Tous les équipements définis dans le tableau ci-dessous seront utilisés et installés par les entreprises désignées. Elles en assureront financièrement la mise en place, la maintenance et l'enlèvement dans les délais indiqués.

Nature des travaux	Type de protection provisoire ou définitive préconisée et localisation	Réalisée et installée par lot	Entretenue par lot	Délais
Tranchées pour réseaux et fouilles	Balisage en tête de talus, blindage pour les tranchées, dispositif de franchissement	Maçonnerie - Gros Oeuvre	Maçonnerie - Gros Oeuvre	Jusqu'au remblaiement
Fouilles pour bâtiment	Balisage en tête de talus	Maçonnerie - Gros Oeuvre	Maçonnerie - Gros Oeuvre	Jusqu'au remblaiement
Trémies ou regard dans dallage	Garde-corps périphériques, platelages	Maçonnerie - Gros Œuvre Relais Entreprise concernée suivant décomposition	Gros Œuvre	Pendant la durée des travaux et maintenue pendant la mise en place des réseaux
Charpente	Balisage de zone, échafaudage sur dallage ou zone stabilisée	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la pose de la charpente
Pose des filets sous charpente	Balisage de zone, échafaudage sur dallage ou zone stabilisée	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la pose des filets
Couverture	Garde-corps périphériques fixés sur maçonnerie, charpente, filets	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la pose des filets
Rive et accessoires extérieurs de couverture	Echafaudage ou nacelle élévatrice Balisage de la zone d'intervention	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la durée de l'intervention
Isolation et étanchéité de la couverture	Garde-corps périphériques sur réservation, filets	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Jusqu'à la fin des interventions d'équipements
Equipements sous toiture	Garde-corps périphériques sur réservation, filets	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la durée de l'intervention
Plafonds	Echafaudage et balisage de la zone d'intervention	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la durée de l'intervention
Electricité	Echafaudage et balisage de la zone d'intervention	Electricité	Electricité	Pendant la durée de l'intervention
Peinture	Echafaudage et balisage de la zone d'intervention	Entreprise concernée	Entreprise concernée	Pendant la durée de l'intervention

Ce tableau sera complété en phase préparation après définition de la décomposition des travaux faite par l'Maçonnerie - Gros Oeuvre.

Mesures prises en matière d'interaction sur le site

➤ Moyens communs

Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises en fonction de l'enchaînement des tâches :

- A définir en phase préparation

➤ Risques liés à la co-activité


Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'états différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique :

- Le planning proposé par le Maître d'Oeuvre devra éviter toute coactivité et sera présenté au coordonnateur en phase préparation pour étude des risques liés à ces coactivités et complément du tableau général ci-après.

Entreprise, durée

Toutes entreprises

Tâches co-activité	Risques liés à la co-activité	Prévention
<ul style="list-style-type: none"> Préparation chantier cantonnement Terrassements généraux, Branchements 	<ul style="list-style-type: none"> Enfouissement lors des terrassements en puits, en tranchées. Evolution dans des zones en cours de montage et d'installation. 	<ul style="list-style-type: none"> Blindage ou talutage des fouilles Balisage haut des talus Phasage des travaux par zone et par corps d'état..
<ul style="list-style-type: none"> Fondations Incorporations lots techniques 	<ul style="list-style-type: none"> Manipulation de matériels et matériaux Survol de grue Evolution dans des zones en cours de montage et d'installation 	<ul style="list-style-type: none"> Balisage haut des talus Accès libres aux zones d'intervention Phasage des travaux par zone et par corps d'état. Mesures prises au P.G.C. Suivi des mesures prises dans PPSPS en générale par les autres corps d'état Neutralisation temporaire de zone
<ul style="list-style-type: none"> Gros-Œuvre. Charpente. 	<ul style="list-style-type: none"> Travaux superposés. Evolution dans des zones en cours de montage et d'installation. Utilisation d'échafaudage mobile. Survol de grue 	<ul style="list-style-type: none"> Zones d'intervention différentes pour le gros œuvre et le charpentier. Utilisation de moyens communs de levage Mesures prises au P.G.C. Suivi des mesures prises dans PPSPS Maçonnerie - Gros Oeuvre Neutralisation de zone.
<ul style="list-style-type: none"> Gros-Œuvre Couverture Menuiseries extérieures 	<ul style="list-style-type: none"> Travaux superposés. Evolution dans des zones en cours de montage et d'installation. Utilisation d'échafaudage mobile. 	<ul style="list-style-type: none"> Phasage des travaux par zone et par corps d'état. Travaux dans les niveaux ayant une couverture pour plafond. Mesures prises au P.G.C. Neutralisation de zone.
<ul style="list-style-type: none"> Corps d'état secondaires. Lots techniques 	<ul style="list-style-type: none"> Travaux superposés. Evolution dans des zones en cours de montage, d'installation et de démontage. Utilisation d'échafaudage mobile. Travaux par points chauds. 	<ul style="list-style-type: none"> Phasage des travaux par zone et par corps d'état. Mesures prises au P.G.C. Neutralisation de zone.
<ul style="list-style-type: none"> Finitions Essais. 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution dans des zones en cours d'équipement et d'essais. 	<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation de la zone d'intervention. Phasage des travaux par zone et par corps d'état. Mesures prises au P.G.C. Libération des zones de circulation.

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 23/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

➤ **Prévention des risques de maladies professionnelles**

- A définir suite à étude des méthodes et produits utilisés

Entreprise, durée

Toutes entreprises

➤ **Travaux spécifiques**

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication :

- Fiches toxicologique à fournir avant utilisation des produits toxiques ou inflammables

Communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité :

- Pour tous les produits tels que colle, vernis, résine, adjuvant.....)

Entreprise, durée

Toutes entreprises

Toutes entreprises

➤ **Remarques générales –consignes à respecter**

- Interdiction de fumer
- Prendre toutes les précaution lors de l'exécution des travaux. Afin de ne pas endommager ou de détruire les équipements existants : câbles – réseaux gaz – canalisations ...
- Toutes consignment doivent être exécutées par une entreprise habilité. Le Maître d'Ouvrage devra avoir pris connaissance de la nature de l'intervention établie avec l'entreprise.
- Concernant les réseaux enterrés, les entreprises devront obligatoirement effectuer des sondages dans les zones de travaux concernés avant le démarrage des fouilles.
- Responsabilisation de l'entreprise en cas d'accident si manquement à la sécurité (protections – signalisations non présentes).
- Maintenir en état les voiries de chantier ainsi que le domaine public.
- **Consignes de sécurité concernant l'oléoduc à respecter impérativement**
- Repérage du tracé de l'oléoduc (voir entreprise TRAPIL)
- Circulation interdite avec des engins lourd au droit de la canalisation qui devra être balisée et protégée pendant la phase travaux.
- Eviter tout stockage et stationnement de véhicules dans l'emprise de l'oléoduc.
- DICT à demander

3. CONTRAINTES LIEES AU SITE EN EXPLOITATION

3.1. CHANTIERS OUVERTS OU CHANTIERS PREVUS

SANS OBJET

3.2. ETABLISSEMENT EN ACTIVITE A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DUQUEL SE SITUE LE CHANTIER

SANS OBJET

4. SECOURS ET INCENDIE

4.1 ORGANISATION DES SECOURS

- Accès du chantier et circulation sur le chantier réservés aux secours :
Dito accès chantier
- Dispositions en cas de travail isolé. (DATI – Dispositif d'Alerte pour Travailleur Isolé) :
Travail isolé interdit
- Accessibilité des secours dans la zone confinée et évacuation des blessés de la zone :
Sans objet
- Infirmerie (si plus de 200 salariés) :
Sans objet
- Moyens d'évacuation des blessés (nacelle,...)
Sans objet
- Accident bénin

Toutes entreprises

Toutes entreprises

Toute blessure, même bénigne, doit être soignée au plus tôt.

Lorsque l'état de la victime ne nécessite pas une visite chez un médecin et en l'absence d'un registre de déclaration d'accident bénin délivré par la CARSAT, l'accident doit obligatoirement être déclaré à la sécurité sociale dans un délai de 48 heures en recommandé avec AR.

- Accident grave ou paraissant grave
 - 1) avertir le chef de chantier de l'entreprise et le secouriste
 - 2) suivre la procédure – annexe 4

Toutes entreprises


Cette consigne sera intégrée dans le P.P.S.P.S de chaque entrepreneur et commentée aux intervenants.

Elle sera affiché dans les bungalows d'entreprises et près du téléphone de secours.

- Matériel de secours

Toutes entreprises

Chaque entreprise disposera sur le chantier d'une boîte de secours dont le minimum est indiqué en annexe 4.

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 25/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

- Dispositions concernant les sauveteurs secouristes du travail :

Un sauveteur secouriste du travail (SST) pour 20 personnes

- . Pictogramme d'identification
- . Assurer les premiers soins en cas d'accident

Un responsable par entreprise du matériel de soins

- . Approvisionner la trousse de 1^{er} urgence
- . Vérifier périodiquement le matériel (dates de péremption)

- Affichage des secouristes
 - . Dans le bureau de chantier
 - . Dans les installations de chaque entreprise

Toutes entreprises

- Obligations de chaque entreprise
 - . Le PPSPS de chaque entreprise doit indiquer :
 - . Le nombre de secouristes présents (SST-BNPS)
 - . La date de leur formation
 - . La date de leur recyclage (moins d'un an)

Toutes entreprises

- Consignes d'alerte des secours :
suivre la procédure en annexe 4

Toutes entreprises

4.2. INCENDIE

Entreprise, durée

- Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables :
Stockage sur zone prévue pour les produits de cette nature.
Respect des consignes des fiches sécurité produit lors de leur mise en œuvre.
Mise en place à proximité de moyens d'extincteurs appropriés

Toutes entreprises

- Dispositions prises pour lutter contre l'incendie :
Mise en place d'extincteurs à proximité de tous travaux par point chaud


Toutes entreprises

Ces appareils doivent :

- être conformes aux normes françaises (marque NF-MIH),
- être de types adaptés aux risques,
- être placés très visiblement dans les dégagements,
- ne pas constituer une gêne pour la circulation (heurts possibles) ou l'évacuation.

Les entrepreneurs devront respecter scrupuleusement les règles définies en la matière par le Maître d'Ouvrage.

Suivre la procédure en Annexe 5


	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 26/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Afin notamment d'éviter le double emploi des matériels de chantier et/ou de sécurité, et faciliter la mise en œuvre et utilisation de dispositifs communs l'ensemble des intervenants devra coopérer dans le cadre de l'organisation du travail et du chantier.

Lorsque le chantier est attribué à une entreprise générale, celle-ci devra jouer un rôle prépondérant dans cette coopération en matière de sécurité.

Les travailleurs indépendants devront se conformer aux prescriptions des décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995.


	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 27/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	---	---

6. ANNEXES

6.1 ANNEXE 1 : ANNUAIRE

1- INTERVENANTS

FONCTION	ADRESSE	REPRESENTANT	Téléphone (T) Fax (F)
Maître d'ouvrage	Conseil Général des Ardennes Hôtel du département 08011 Charleville Mézières		Tél : 03.24.50.60.49 Fax : 03.24.59.60.25 Email : sabrina.devaux@cg08.fr
Maître d'œuvre	Jean Philippe THOMAS Architectes 219, boulevard Charles Arnould 51100 Reims		Tél : 03.26.40.44.05 Fax : 03.26.40.24.01 Email : architectes@jeanphilippe-thomas.com
Architecte	ANSELME Pascual 2, rue de Conde 08400 Vouziers		Tél : 03.24.71.72.02 Fax : 03.24.71.76.00 Email : Anselme.pascual@wanadoo.fr
Contrôleur technique de construction	APAVE 5 rue Clément Ader BP 132 51685 REIMS CEDEX 2		
Coordonnateur SPS Phase de Conception	APAVE 5 rue Clément Ader BP 132 51685 REIMS CEDEX 2	Eric BENOIT	☎ 06 50 03 34 78 ☎ 03.26.84.38.18 ✉ 03.26.84.38.26 Email : eric.benoit@apave.com
Coordonnateur SPS Phase de Réalisation	APAVE 5 rue Clément Ader BP 132 51685 REIMS CEDEX 2	Eric BENOIT Eric LEJEUNE	☎ 06 50 03 34 78 ☎ 03.26.84.38.18 ✉ 03.26.84.38.26 Email : eric.benoit@apave.com

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 28/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

2- ORGANISMES DE PREVENTION INSTITUTIONNELS

ORGANISME	ADRESSE	REPRESENTANT	Téléphone (T) Fax (F)
DDTEFP	Cité administrative 18 rue François MITTERAND 08000 CHARLEVILLE MEZIERES		Téléphone : 03.24.59.71.47 Télécopie : 03.24.33.45.58
CARSAT Service Prévention	30 Avenue Charles de GAULLE 08000 CHARLEVILLE MEZIERES		Téléphone : 03.24.57.60.53 Télécopie : 03.24.57.45.82
OPPBTP	Rue des Tarbes ZAC De Pulnoy – Essey 54270 ESSEY LES NANCY		Téléphone : 03.83.20.20.03 Télécopie : 03.83.33.28.44
MEDECIN TRAVAIL	DU ZA du Bois Fortant 19 rue Paulin Richier 08000 CHARLEVILLE MEZIERES		Téléphone : 03.24.33.67.67T élécopie : 03.24.59.32.80

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DDTEFP** : Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle - **CRAM** : Caisse Régionale d'Assurance Maladie - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

3- SERVICES D'URGENCE

SERVICES	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

4- CONCESSIONNAIRES

CONCESSIONNAIRES	ADRESSE	REPRESENTANT	Téléphone (T) Fax (F)
EDF - GDF			
Service des Eaux			
Service d'Assainissement			
FRANCE TELECOM			

5- ADMINISTRATIONS

ADMINISTRATIONS	ADRESSE	REPRESENTANT	Téléphone (T) Fax (F)
Mairie			
DDE			
Préfecture			
DD SIS			
Météo			
DRIRE			
Navigation			
DRAC			
DDASS			
BTC			

Légende : **DDE** : Direction Départementale de l'Équipement - **DD SIS** : Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours
DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement - **DRAC** : Direction Régionale des Affaires Culturelles - **DDASS** : Direction Départementale des affaires sanitaires et sociales - **BTC** : Bureau technique de la circulation



COORDINATION **S. P. S.**
PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
Construction d'un site scolaire
à ATTIGNY 08

Page 30/35

Réf.10.870.600.05274.00.J
Indice : 02
Date : 25/01/2012

6- LISTE DES ENTREPRISES

NL	TRAVAUX	ENTREPRISE RESPONSABLE DU CHANTIER	INTERVENTIONS				DATE		OBSERVATIONS
			Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS	
01	VRD / TERRASSEMENT	Tél. : Fax :							
02	GROS OEUVRE	Tél. : Fax :							
03		Tél. : Fax :							
04	CHARPENTE / STRUCTURE BOIS	Tél. : Fax :							
05	COUVERTURE / BARDAGE / ETANCHEITE	Tél. : Fax :							
06	ISOLATION PAR L'EXTERIEUR / BARDAGE BOIS	Tél. : Fax :							
07	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS / ALUMINIUM	Tél. : Fax :							
08	SERRURERIE	Tél. : Fax :							
09	MENUISERIES INTERIEURES	Tél. : Fax :							




COORDINATION **S. P. S.**
PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
Construction d'un site scolaire
à ATTIGNY 08

Page 31/35

Réf.10.870.600.05274.00.J
Indice : 02
Date : 25/01/2012

10	FAUX PLAFOND								
11	CLOISONS / DOUBLAGES								
12	CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRES								
13	PRODUCTION DE CHALEUR								
14	ELECTRICITE / COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES								
15	PEINTURE								
16	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES								
17	REVETEMENTS DE SOLS DURS								
18	EQUIPEMENTS DE CUISINE								
19	ASCENCEUR								
20									

	<p style="text-align: center;">COORDINATION S. P. S. PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE Construction d'un site scolaire à ATTIGNY 08</p>	<p style="text-align: right;">Page 32/35</p> <p>Réf.10.870.600.05274.00.J Indice : 02 Date : 25/01/2012</p>
---	--	---

21	ESPACES VERTS / CLOTURES								
----	--------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

6.2 ANNEXE 2 : RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE

1 – RAPPORTS DE REPERAGE CONTENUS DANS LE DTA :

Sans objet construction neuve

2 – RAPPORTS DE REPERAGE AVANT DEMOLITION TOTALE OU PARTIELLE (Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition partielle ou totale de l'ouvrage ou des parties d'ouvrage faisant l'objet des travaux) :

Sans objet

6.3 ANNEXE 3 : CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Sans objet

6.4 ANNEXE 4 : CALENDRIER DES TRAVAUX

A définir

6.5 ANNEXE 5 : INSTALLATIONS DE CHANTIER

A définir

6.6 ANNEXE 6 : REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Sans objet



COORDINATION **S. P. S.**
PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
Construction d'un site scolaire
à ATTIGNY 08

Page 34/35

Réf.10.870.600.05274.00.J
Indice : 02
Date : 25/01/2012

6.7 ANNEXE 7 : TABLEAU DE REPARTITION DES AFFECTATIONS

Nature des travaux	Description des travaux	Installation	Entretien Maintenance	Délais	Observations

6.8 ANNEXE 8 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux.

L'entreprise chargée du gros œuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera, en plus, son PPSPS à :

- l'Inspection du Travail ;
- la CRAM ou la MSA ;
- l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs (ou laissera en consultation sur le chantier) un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros œuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.